



RAPPORT ANNUEL

2018

Secrétariat du
Club  DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

 **OCDE**
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE



Après dix années d'un engagement remarquable auprès du Club, le président M. François-Xavier de Donnea (*à gauche*) a passé le relais au Dr Ibrahim Assane Mayaki, secrétaire exécutif du NEPAD (*à droite*), qui devient président honoraire du Club à compter du 1^{er} janvier 2019.

RAPPORT ANNUEL 2018

publié par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Autorisé pour publication par Laurent Bossard, directeur, Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), mai 2019.

Contact : Secrétariat du CSAO/OCDE, 2, rue André Pascal 75775 Paris Cedex 16, France
Tél : +33 1 45 24 82 00, Courriel : swac.contact@oecd.org

INTRODUCTION

Unis au-delà des frontières nationales par des traditions et des langues communes, le Sahel et l’Afrique de l’Ouest comptent 400 millions d’habitants en 2018 – des populations de plus en plus jeunes, urbaines et mobiles. Au cours des dernières décennies, les bassins de peuplement et les réseaux urbains ont franchi les frontières, renforcé les interdépendances économiques, commerciales et sociales, créant d’immenses potentiels de croissance et de développement. Cependant, de la même façon, les crises alimentaires, sanitaires et sécuritaires continuent de se propager régionalement.

La mission du Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest (CSAO) est de promouvoir des politiques régionales pour faire face à ces défis et contribuer à améliorer le bien-être économique et social des populations. À cette fin, il s’efforce :

- D’aider ses membres africains et leurs partenaires à progresser en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, par une gouvernance régionale plus efficace, des stratégies et des outils adaptés.
- De nourrir les politiques régionales et les stratégies des partenaires par des analyses, des données, le partage de savoirs, le plaidoyer et le dialogue politique.

Ce rapport décrit les activités menées en 2018 par le Secrétariat du CSAO au service de cette mission et de ces objectifs ; il évoque les impacts de ses actions. Cet exercice est complété par une proposition de cadre systématique de suivi-évaluation présentée au Groupe d’orientation politique du Club le 19 juin 2019.

MEMBRES ET PARTENAIRES



Autriche



Belgique



Canada



Communauté économique
des États de l'Afrique de l'Ouest



Comité permanent inter-
États de lutte contre la
sécheresse dans le Sahel



États-Unis



France



Luxembourg



Norvège



Pays-Bas



Suisse



Union économique
et monétaire
ouest-africaine



Union européenne

OBSERVATEURS



Agence de planification
et de coordination du NEPAD



Banque mondiale



Réseau des organisations
paysannes et de producteurs
de l'Afrique de l'Ouest

Le Club a conclu des protocoles d'accord avec
l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et
l'Université de Floride (Groupe de recherche sur le Sahel).

300

Participants à la Semaine
du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Venant de plus de

30

pays



13

Membres
et partenaires



3

Observateurs



Un réseau de plus de

100

parties prenantes

Des publications
téléchargées

20 000

fois en 2018



8

Notes
ouest-africaines

25

Articles et interventions

400

Cartes téléchargeables
en ligne

IMPACTS

Le Secrétariat propose aux Membres et partenaires une lecture de l'impact de ses activités par le prisme de quatre paramètres : l'influence, la connaissance, la résonance et la reconnaissance.

Quelques exemples

L'INFLUENCE sur le processus de décision...

est la raison d'être du *Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)*, co-animé par le Secrétariat du Club et le CILSS. En 2018, le Réseau a en particulier alerté sur la situation alimentaire et nutritionnelle extrêmement critique de plus de 2.9 millions de personnes au nord-est du Nigéria. Le chapitre « Bassin du lac Tchad : Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad » de l'édition 2019 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* est directement issu des travaux du RPCA. Il constitue la base d'information des interventions humanitaires et d'appui à la résilience dans cette zone. Les travaux du RPCA nourrissent également les recommandations du *Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire de l'UEMOA*.

La CONNAISSANCE et la compréhension des enjeux régionaux...

est un défi de premier ordre pour deux raisons : la faiblesse des statistiques et la rapidité des transformations. Augmenter, mettre à jour et fiabiliser l'information sur laquelle s'appuient les politiques régionales et les programmes de coopération, est donc en soit un objectif stratégique. En 2018, la base de données Africapolis a été mise en ligne. Elle localise et décrit plus de 7 600 agglomérations urbaines africaines ; ce qui en fait, de très loin, la source d'information la plus complète et la plus fiable pour concevoir politiques et programmes. Les travaux sur la place des femmes dans les réseaux commerciaux et les contraintes qu'elles rencontrent ont été finalisés. Ces travaux s'appuient sur une méthodologie très innovante (la social network analysis) qui a permis de mesurer le capital social des femmes sur la base de 2 000 entretiens sur le terrain, menés par l'université de Niamey. Il s'agit du plus grand réseau social jamais décrit en Afrique. Les travaux sur la quantification précise des emplois dans l'économie alimentaire entamés en 2017 ont été publiés. Les données du Cadre harmonisé sur la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle sont désormais accessibles en ligne. Elles constituent une base de référence pour les politiques en la matière.

La RÉSONANCE...

exprime la « diffusion » d'approches et de visions innovantes. Elle est rarement mesurable d'une année sur l'autre mais constitue une facette importante de la capacité d'influence du Club. Téléchargé plus de 14 000 fois, l'Atlas du Sahara-Sahel (2014) démontre la nécessité d'une approche intégrée « Maghreb – Sahel » pour stabiliser l'espace saharo-sahélien. Cette idée est désormais largement partagée. Elle fait l'objet de réflexions aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Norvège ; l'Agence française de développement s'en est fait le porte-drapeau. La création du Réseau mondial contre les crises alimentaires en mai 2016 est directement inspirée du RPCA. En 2018, le Secrétariat a entamé un long travail de plaidoyer sur la nécessité de considérer le « basculement urbain » africain comme un élément central de l'avenir du continent. Il insiste en particulier sur le rôle positif que peut jouer la ville dans le développement et la stabilisation des pays sahéliens.

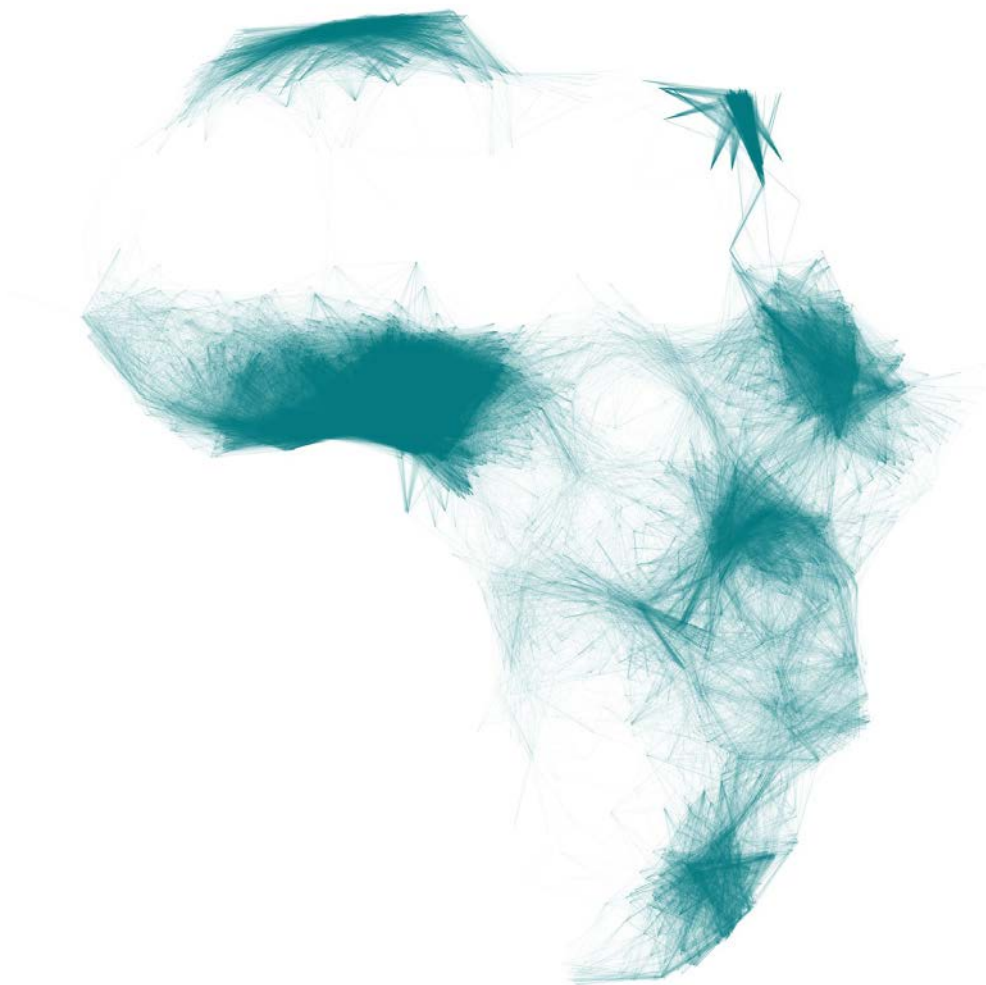
LA RECONNAISSANCE de l'expertise du Secrétariat...

s'exprime par les sollicitations du Secrétariat par les Membres et partenaires.

Exemples en 2018 :

- 5^e Réunion informelle des envoyés spéciaux et partenaires du Sahel (janvier), Stockholm
- Visite de travail auprès de la coopération luxembourgeoise (janvier), Luxembourg
- Réunion interdépartementale Sahel de la Belgique et visite de travail auprès de la coopération belge (février), Bruxelles
- Réunion de bilan du partenariat UEMOA-CSAO (mars), Ouagadougou
- Réunion de validation de la stratégie régionale de renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'ECOWAP 2025 (mars), Lomé
- Comité de pilotage des programmes et projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle et Comité d'orientation de l'Agence régionale pour l'agriculture et de l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO (mars), Lomé
- Réunion du dispositif de prévention des crises alimentaires (PREGEC) et Comité de pilotage du *Cadre harmonisé* (mars), Ouagadougou
- Visite de travail auprès de la coopération néerlandaise (mars), La Haye
- Réunion ministérielle de la CEDEAO sur la sécurité de la transhumance (avril), Abuja
- Colloque UEMOA-CSAO/OCDE sur la coopération transfrontalière avec l'appui de la Suisse (juillet), Cotonou
- Conférence régionale « Changements climatiques et résilience des territoires : Quelles réponses en Afrique de l'Ouest ? » (septembre), Dakar
- Assises de la coopération luxembourgeoise (septembre), Luxembourg
- 6^e Réunion informelle des envoyés spéciaux et partenaires du Sahel (octobre), Copenhague
- 5^e Concertation régionale de haut niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée et sécurisée (novembre), Cotonou
- Colloque *Africapolis* dans le cadre du sommet Africités (novembre), Marrakech
- Séminaire « Urbanisation, économie alimentaire, genre et insécurités », animé à l'invitation de la coopération autrichienne (décembre), Vienne

Réseaux d'agglomérations urbaines en Afrique



Cette image des réseaux et de *clusters* apparaît lors de la connexion de chacune des 7 616 agglomérations urbaines d'*Africapolis* situées à une distance de 637 km maximum. Elle montre la forte densité des constellations urbaines en Afrique de l'Ouest, le long du Nil, en Afrique du Nord, sur les hauts plateaux éthiopiens, dans la région des Grands lacs et en Afrique australe. Le *cluster* ouest-africain est le plus important, reliant 3 908 agglomérations urbaines. 637 km représente la distance minimale à laquelle toutes les agglomérations urbaines du continent forment un seul réseau.

Source : www.africapolis.org

- Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Renforcer la résilience
- Décrire et soutenir les mutations de systèmes alimentaires
- La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest





ENJEUX ALIMENTAIRES

L'économie alimentaire ouest-africaine est très dynamique et constitue un levier majeur pour le développement. Malgré une croissance démographique très élevée, la région a accompli des progrès sensibles au cours des dernières décennies. Des investissements multiformes ont permis à l'Afrique de l'Ouest d'éviter toute crise alimentaire majeure depuis plus de dix ans. Selon *l'Indice de la faim dans le monde*, la région a réduit la prévalence de la malnutrition de 60 % au cours des vingt dernières années. La malnutrition infantile reste cependant un défi majeur : près de 40 % des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance ; et chaque année, entre 4 et 8 millions de personnes sont en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle. Les enjeux alimentaires et nutritionnels sont de plus en plus étroitement imbriqués avec les crises sécuritaires persistantes.

Par ailleurs, le secteur agroalimentaire a augmenté ses volumes de production, s'est davantage orienté vers les marchés urbains et a progressivement diversifié ses produits. L'économie alimentaire, dynamique et variée, sous l'effet de la croissance du marché induite par l'urbanisation, offre de nouvelles perspectives en termes de nutrition, santé, création d'emplois décents et d'infrastructures. Les politiques publiques en quête d'impact doivent prendre en compte la complexité croissante des systèmes alimentaires.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle, imbrications sécuritaires, résilience des populations les plus vulnérables et transformations de l'économie alimentaire demeurent des enjeux de premier ordre. Le Secrétariat les aborde concomitamment.

Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Tout au long de l'année 2018, le Secrétariat s'est efforcé de mettre en évidence le lien de plus en plus fort entre les problématiques alimentaires et sécuritaires. Dans de nombreux forums, à commencer par le RPCA, il a insisté sur la nécessité de poursuivre et d'amplifier les efforts en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles, au service du projet global de stabilisation de la région.

Un diagnostic consensuel de la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle est la condition de l'efficacité et de la coordination. Aux côtés du CILSS, le Secrétariat a continué d'appuyer cette fonction du RPCA qui réunit une centaine de parties prenantes sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA. L'année 2018 a été marquée par une situation pastorale particulièrement difficile en raison de déficits fourragers importants dans la bande sahélienne et de difficultés d'accès aux zones de pâturage. La chenille légionnaire d'automne a fait d'importants ravages de cultures dans plusieurs pays de la région.

La prévalence de la malnutrition aiguë globale dépasse le seuil d'urgence (> 15 %) dans plusieurs zones. Les coûts sociaux et économiques sont estimés à plus de 10 % du PIB dans certains pays. Afin d'inverser ces tendances, les membres du RPCA ont adopté une déclaration lors de leur 34^e réunion annuelle à Banjul. Cette déclaration appelle les parties prenantes à mettre en place des mécanismes de financements innovants et à développer les approches communautaires tout en renforçant la fonction « prévention » pour appréhender simultanément toutes les formes de malnutrition.

L'amélioration de la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) reste un impératif. Le plan de réforme du RPCA est en cours de mise en œuvre et la première session du Comité d'orientation s'est tenue en avril 2018. Le nouveau site Internet du RPCA, avec ses trois outils cartographiques et son centre de ressources, contribue à la prise de décision et à l'amélioration de la convergence et de l'efficacité des interventions. Les plans nationaux de réponse bénéficient désormais d'un suivi-évaluation dans le cadre du Réseau. Les recommandations de la 2^e évaluation de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires (*Charte PREGEC*) ont été débattues et une feuille de route a été validée. Le Secrétariat a appuyé les organisations de la société civile ; il a contribué à leur stratégie de plaidoyer et d'interpellation sur l'application de la *Charte PREGEC*.

Impacts

- Le RPCA, son approche consensuelle et ses outils ont inspiré la création du *Réseau mondial contre les crises alimentaires*.
- Les analyses et les recommandations du RPCA nourrissent les plans nationaux de réponse, les décisions de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, les appels humanitaires des Nations Unies, ainsi que le *Rapport mondial sur les crises alimentaires*.
- La 2^e évaluation de la *Charte PREGEC* fournit des pistes d'amélioration de l'efficacité des réponses aux crises alimentaires et plus globalement de la gouvernance régionale de la SAN.
- La *déclaration sur la nutrition de Banjul* renforce l'engagement politique de la région. Elle a été soumise au groupe de travail « sécurité alimentaire » de la Présidence française du G7.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Amélioration de la capacité du RPCA à produire un diagnostic consensuel et à influencer les décisions et les politiques	<p>Organisation de deux réunions du RPCA (avril et décembre) ; large partage des recommandations et d'une note aux décideurs politiques.</p> <p>Prise en compte des facteurs macroéconomique dans les avis PREGEC du RPCA ; large diffusion des messages dans les médias.</p> <p>Développement de trois outils cartographiques (<i>Cadre harmonisé</i>, interventions de SAN et bonnes pratiques de résilience) fournissant des informations à la décision et à la coordination des interventions.</p> <p>Mise en œuvre du plan de réforme du RPCA permettant de répondre à de multiples attentes : pilotage politique et liens avec les centres décisionnels, redevabilité, efficacité de l'animation technique, renforcement de la fonction « prévention » et intégration d'autres déterminants (dimension genre, vulnérabilité pastorale) de la SAN dans les analyses.</p>
Mise en œuvre de la <i>Charte PREGEC</i>	<p>Mise en débat des recommandations de la 2^e évaluation et validation d'une feuille de route.</p> <p>Opérationnalisation d'un cadre d'interpellation de la société civile.</p>
Renforcement du dialogue et de la coordination	<p>Lancement d'un nouveau site Internet du RPCA : www.food-security.net</p> <p>Création d'une base de données sur les interventions de SAN et de résilience (~300 fiches de projets et de programmes).</p> <p>Organisation de la 2^e concertation de la Plateforme de dialogue et de coordination des partenaires (décembre).</p>

Renforcer la résilience

Le plaidoyer du Secrétariat a aidé les organisations régionales et les partenaires à maintenir la résilience dans les priorités de l'agenda de développement sahélien et ouest-africain. Il est vital de sortir de la seule logique de l'urgence et de mobiliser des investissements conséquents pour renforcer durablement la capacité des populations vulnérables à faire face à l'incertitude et répondre aux chocs.

L'action du Secrétariat en matière de plaidoyer et d'accompagnement des processus régionaux a largement contribué à la prise en compte de la dimension résilience dans les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment la 2^e génération des *Programmes régionaux* (PRIA-SAN) et *nationaux* (PNIA-SAN) *d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle*.

En 2018, le Secrétariat a concentré son appui aux dix pays ayant validé leurs « *Priorités résilience pays* » (PRP-AGIR) pour la mise en place de dispositifs nationaux de capitalisation et de partage des bonnes pratiques de résilience. Une cinquantaine de bonnes pratiques est en cours de validation. Les expériences du Niger et du Sénégal ont été partagées au sein du Groupe d'experts seniors (SEG-AGIR) à Paris et à Banjul ; elles ont bénéficié d'un important écho médiatique, notamment via l'émission WARI de TV5 Monde.

Impacts

- La résilience fait partie des programmes mobilisateurs en cours de formulation dans le cadre du processus ECOWAP 2025.
- Les outils cartographiques des interventions de SAN et de résilience, et des bonnes pratiques de résilience permettent de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'action collective ; ils facilitent la mise à l'échelle des expériences réussies et l'apprentissage mutuel.
- Le dialogue des partenaires contribue à un meilleur alignement de leurs initiatives de SAN et de résilience sur les priorités régionales et renforce le leadership des organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA et CILSS).

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Mise en œuvre d'AGIR et des priorités de résilience	<p>Organisation de deux sessions du SEG-AGIR (avril et décembre) et plaidoyer sur les plans régional et international.</p> <p>Contribution au Groupe technique de suivi (GTS) de la CEDEAO en appui à la formulation de la 2^e génération des PNIA-SAN et des programmes mobilisateurs.</p>
Renforcement des synergies et complémentarités	<p>Développement des outils cartographiques permettant de géolocaliser les interventions de SAN et de résilience et des bonnes pratiques de résilience.</p> <p>Partage d'expériences (Niger et Sénégal) dans le cadre des SEG-AGIR.</p> <p>Organisation de la 2^e concertation (décembre) de la plateforme de dialogue et de coordination des partenaires techniques et financiers sur les interventions de SAN et de résilience.</p>
Promotion des bonnes pratiques de résilience	<p>Mise en place de dispositifs nationaux de capitalisation.</p> <p>Formation et accompagnement des points focaux AGIR.</p> <p>Production d'une cinquantaine de fiches de bonnes pratiques.</p>

Décrire et soutenir les mutations des systèmes alimentaires

La taille de l'économie alimentaire a considérablement augmenté du fait de la croissance démographique. L'économie alimentaire fournit de l'emploi à près de 85 millions de personnes, soit 67 % de la population active. La demande croissante des consommateurs urbains pour les produits frais et périssables stimule le développement du transport, du stockage, de la transformation et de la commercialisation, qui constituent un important gisement d'emplois pour les jeunes et les femmes. Dans la transformation et la commercialisation alimentaires, les femmes représentent 83 % et 72 % de la main-d'œuvre, respectivement.

Les systèmes alimentaires ouest-africains font face à de nombreux défis. Il y a d'abord le « double fardeau » de la sur- et de la sous-nutrition. Si 10,5 % des adultes souffrent de sous-nutrition, 17,6 % d'entre eux – principalement en milieu urbain – sont en surpoids. Par ailleurs, la complexification des chaînes de valeur alimentaires augmente la demande pour une main-d'œuvre qualifiée en logistique, en sciences des aliments et en marketing ; la nouvelle génération a plus que jamais besoin d'être formée.

Face à ces défis, les décideurs doivent mettre en place des politiques et instruments nourris d'une connaissance détaillée des mutations des systèmes alimentaires. Ils doivent également veiller à une plus grande cohérence entre les politiques sectorielles (agriculture, santé, éducation, commerce) et entre les niveaux de gouvernance (de la décentralisation à l'intégration régionale, voire continentale).

En mesurant le phénomène de « double fardeau » et en retraçant ses causes dans les biais de production agricole et d'urbanisation, les travaux du Secrétariat montrent pourquoi les politiques de SAN doivent intégrer des objectifs de santé publique. En déterminant l'évolution de l'emploi dans l'économie alimentaire, ils permettent de mieux calibrer les politiques de soutien à la création d'emplois pour les jeunes et les femmes. En développant des analyses et cartographies des *Systèmes alimentaires des villes-régions* (territoires dont dépendent les villes pour leur alimentation), ils démontrent la nécessité d'aller au-delà de politiques agricoles centrées sur la production pour introduire une « *gouvernance des systèmes alimentaires* » multi-sectorielle et multi-niveaux.

Impacts

- Production de nouvelles données sur la SAN qui révèlent l'étendue du « double fardeau ».
- Contribution à l'évolution du narratif politique sur l'emploi dans l'économie alimentaire, en mesurant son envergure, sa capacité à intégrer les jeunes et les femmes et ses besoins en compétences. Ces travaux ont directement contribué au cadre de réflexion sur l'emploi des jeunes ruraux au Sahel établi lors de la Présidence française du G7.
- Précision du contenu d'une *gouvernance des systèmes alimentaires* qui met en lien différents secteurs et implique différents niveaux de gouvernement.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Contribution au développement d'indicateurs de suivi de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain	<p>Production d'une Note ouest-africaine (NOA) intitulée « Distinguer sécurité alimentaire urbaine et rurale en Afrique de l'Ouest » sur les indicateurs de la SAN en milieu urbain (n° 15, avril 2018).</p> <p>Organisation d'une session thématique à la réunion du RPCA à Paris (avril 2018).</p>
Identification des opportunités de l'économie alimentaire en matière de création d'emplois, notamment féminins, en milieux urbain et rural	<p>Production d'une NOA intitulée « Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest » sur la structuration et les évolutions de l'emploi dans l'économie alimentaire en Afrique de l'Ouest (n° 14, avril 2018).</p> <p>Production de projections sur l'emploi dans l'économie alimentaire à l'horizon 2030.</p>
Cartographie des <i>Systèmes alimentaires des villes-régions</i> et identification des implications politiques	Production d'analyses et de cartes pour analyser les circuits d'approvisionnement alimentaire des villes ouest-africaines.

Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

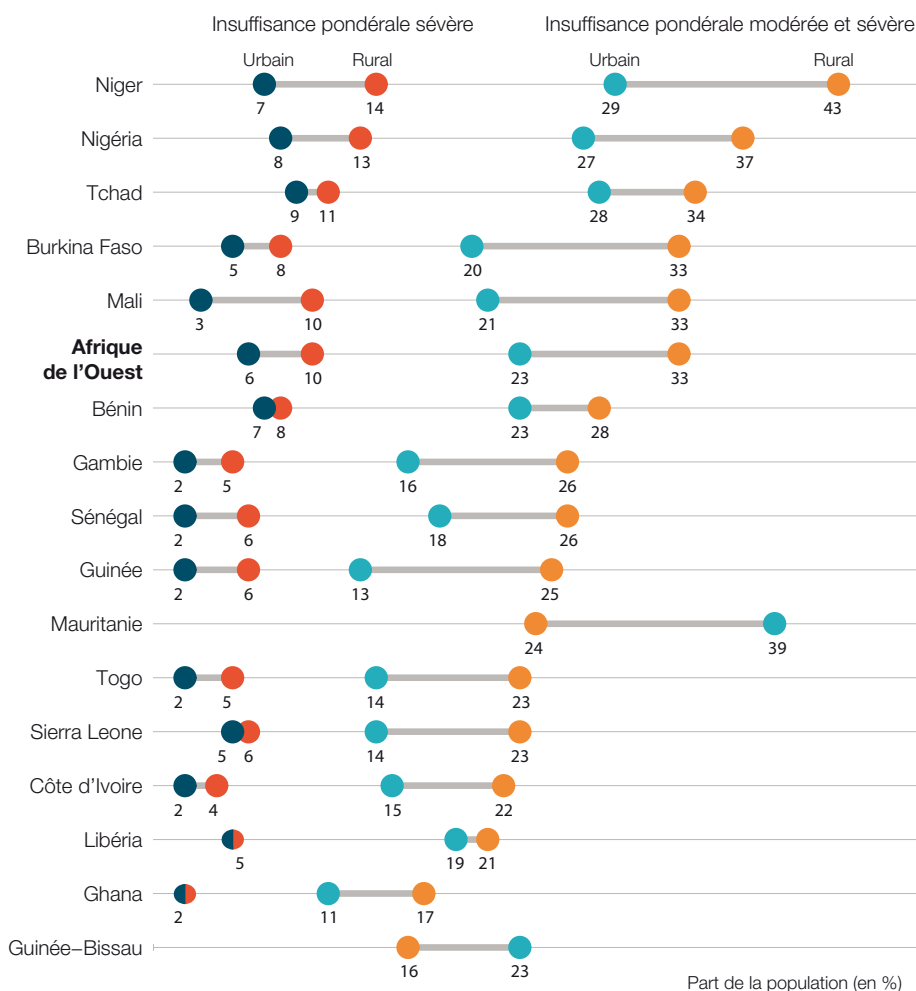
Organisée par le Secrétariat du CSAO, sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA, la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est le rendez-vous annuel de dialogue et de concertation sur les enjeux alimentaires. L'édition 2018 a réuni 300 personnes du 3 au 8 décembre à Banjul, en Gambie.

La 34^e réunion annuelle du RPCA a fait le point sur la situation alimentaire et nutritionnelle et dressé un bilan de la mise en œuvre des plans de réponse. La mise en œuvre de l'*Alliance globale pour la résilience* (AGIR) a été présentée et débattue par le *Groupe d'experts seniors* (SEG). À cette occasion, le Sénégal a présenté son approche « *Nouveaux terroirs résilients* », comme exemple de stratégie de renforcement de la résilience alimentaire. La nécessité d'une mise à l'échelle de bonnes pratiques de nutrition a été mise en avant par les membres du réseau qui ont adopté une déclaration à ce sujet ; déclaration largement relayée par les médias gambiens et internationaux.

La CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS ont lancé le *Projet d'amélioration de la gouvernance de la résilience, de la SAN et de l'agriculture durable en Afrique de l'Ouest* (PAGR-SANAD) dans le cadre du Programme indicatif régional du 11^e *Fonds européen de développement*. Une demi-journée a été dédiée au pays hôte qui a présenté l'expérience gambienne de prise en charge des enjeux alimentaires et nutritionnels et de renforcement de la résilience.

La 2^e *Concertation des partenaires* a souligné le manque de coordination entre les stratégies et interventions. Elle a suscité une lettre du président du Club appelant toutes les parties prenantes à œuvrer collectivement au renforcement de la cohérence, de l'alignement et de l'efficacité des interventions. Le *Comité des partenaires du CILSS* a tenu sa 18^e Session annuelle qui s'est penchée sur les progrès en matière de mise en œuvre de la réforme de l'institution. La *Table ronde des partenaires du ROPPA* a été consacrée à la mise en œuvre du nouveau plan quinquennal 2019-23.

Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants par pays et milieu



Source : EDS, <https://dhsprogram.com> ; UNICEF/MICS, <http://mics.unicef.org>. Calculs de l'auteur à partir des données EDS.

Extrait : van Wesenbeeck, C. (2018), « Distinguer sécurité alimentaire urbaine et rurale en Afrique de l'Ouest », Notes ouest-africaines, n°15, Éditions OCDE, Paris.

- Comprendre le rôle du capital social et des réseaux dans le renforcement de la résilience des femmes commerçantes
- Comparer les inégalités de genre





GENRE

Les femmes sont des actrices économiques de premier ordre. Les deux tiers d'entre elles travaillent dans l'économie alimentaire au sein de laquelle elles représentent 51 % de l'emploi. Les femmes commerçantes jouent par ailleurs un rôle important dans les marchés et participent des migrations transfrontalières et de l'intégration.

Le Secrétariat contribue à une meilleure compréhension des obstacles, contextuels, sociaux, physiques et économiques, qui entravent l'accès et la contribution des femmes à l'économie alimentaire, et aux échanges locaux et régionaux.

Comprendre le rôle du capital social et des réseaux dans le renforcement de la résilience des femmes commerçantes

Le Secrétariat a finalisé la cartographie des réseaux locaux de riz dans le Dendi (confins Bénin, Niger et Nigéria) afin d'en saisir la chaîne de valeur et d'y analyser la position des femmes. Parallèlement, une enquête régionale a été menée sur les réseaux de gouvernance des activités économiques féminines. Il s'agit d'identifier les acteurs (organisations régionales et internationales, États, acteurs privés, associations, ONG, partenaires au développement, etc.), leurs relations et les freins structurels au développement des activités féminines. En s'appuyant sur la méthode « *social network analysis* », une approche relationnelle inédite, les dynamiques fonctionnelles locales et institutionnelles des réseaux sont croisées afin de dégager des options de politiques mieux adaptées aux contraintes s'exerçant sur les activités économiques féminines et d'identifier les opportunités structurelles.

Impact

- L'analyse relationnelle rend possible de reconstituer les liens entretenus entre acteurs sociaux. Cette approche inédite offre de nouvelles clés de compréhension d'une économie à grande majorité informelle et de son fonctionnement. Elle rend possible l'identification des contraintes et opportunités rencontrées par les femmes dans les réseaux commerçants et permet de formuler des stratégies, programmes et projets mieux ciblés en leur faveur.

Résultat attendu	État d'avancement des activités et des produits
Meilleure compréhension du rôle joué par le capital social et les réseaux dans la résilience des femmes dans les réseaux commerçants	Conduite d'enquêtes de terrain dans la zone du Dendi et au niveau régional (~2 000 entretiens). Production d'un rapport <i>flagship</i> intitulé « Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest » sur l'analyse spatiale des réseaux des femmes commerçantes, publié dans la série Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE. Lancement à la réunion du RPCA à Bruxelles (avril 2019).

Comparer les inégalités de genre

En collaboration avec le *Centre de développement de l'OCDE*, le Secrétariat a finalisé une évaluation régionale comparative des inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines. Cette étude s'appuie sur l'*Indicateur institutions sociales et égalité femme-homme* (SIGI). Il dote la région et ses partenaires d'une vision précise de la problématique et de pistes de réflexion politiques.

Impact

- L'analyse comparative régionale des *Indicateurs SIGI* met en exergue les domaines dans lesquels certains pays pourraient faire des progrès en s'inspirant des stratégies suivies dans d'autres pays de la région. Elle identifie également des problématiques identiques dans tous les pays qui pourraient nourrir des initiatives communes.

Résultat attendu	État d'avancement des activités et des produits
Amélioration de la connaissance des inégalités entre les femmes et les hommes	<p>Recueil d'informations dans les 17 pays de la région sur 14 indicateurs regroupés en 4 catégories : code de la famille, intégrité physique, accès aux ressources et aux biens, libertés civiles.</p> <p>Production d'une NOA intitulée « Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines », publiée le 8 mars 2018 à l'occasion de la Journée internationale de la femme (n° 13, mars 2018).</p>

- Cartographier et comprendre les dynamiques urbaines
- Comprendre le rôle des villes frontalières
- Faciliter la résilience des villes frontalières au changement climatique



An aerial photograph of a coastal town, likely in Africa, showing a dense cluster of buildings with flat roofs along a shoreline. The water is a deep blue-green color. The image is used as a background for the text overlay.

VILLES ET URBANISATION

D'ici à 2050, l'Afrique devrait connaître le taux de croissance urbaine le plus rapide du monde. À cet horizon, les villes africaines abriteront 950 millions d'habitants supplémentaires et atteindront un niveau d'urbanisation de 60 %. Cette dynamique aura un impact profond sur la structure et le fonctionnement de l'économie. La forte demande urbaine exercera des pressions sur les secteurs de l'alimentation et de l'habitat en particulier. Les chaînes de valeur se développeront mais seront confrontées à des faiblesses structurelles telles que le manque d'infrastructures et d'accès à l'énergie. En outre, un réseau urbain plus dense devrait accélérer le processus d'intégration régionale.

Les villes joueront un rôle important dans le développement social, environnemental – plus spécifiquement climatique – économique et institutionnel du continent. La planification et la gestion urbaines sont par conséquent des enjeux majeurs de développement. Le Secrétariat vise à mieux comprendre l'urbanisation pour aider à concevoir des interventions politiques adaptées aux villes africaines de demain.

Cartographier les dynamiques urbaines

Le nombre d'urbains en Afrique de l'Ouest a augmenté de 85 millions entre 2000 et 2015. Cette croissance s'est opérée en grande partie dans les villes petites et moyennes. Dans les décennies à venir, les agglomérations urbaines absorberont l'essentiel de la croissance démographique et joueront un rôle majeur dans la mobilité et la migration à l'échelle locale, nationale et régionale, le plus souvent sans bénéficier de politiques ou d'investissements à la hauteur des enjeux. En 2018, le Secrétariat a poursuivi son travail sur le rapport *Africapolis 2019* qui analyse les leviers, les évolutions et les formes d'urbanisation de toutes les strates du réseau urbain – des villes petites et secondaires aux grandes métropoles. Il propose des options de politiques plus inclusives et ciblées à l'échelle locale, nationale et régionale ; intégrant les impacts sociaux, environnementaux et politiques du développement urbain ; reconnaissant le rôle économique moteur des villes ; pensant la croissance des agglomérations en phase avec les réalités africaines.

Du fait de la croissance rapide de la population, il est de moins en moins aisé d'isoler les territoires urbains et ruraux. Cette séparation, qui était encore claire il y a seulement quelques décennies, devient de plus en plus arbitraire. Il est nécessaire d'actualiser les politiques et statistiques aux réalités urbaines du XXI^e siècle. Le rapport *Africapolis 2019* souligne que : la croissance urbaine africaine résulte de plus en plus de la transformation rurale ; les villes petites et secondaires jouent un rôle crucial dans la structuration et la connexion du réseau urbain et sont au cœur du continuum entre zones rurales et urbaines ; les grandes métropoles sont également une réalité en rapide évolution ; de nombreuses agglomérations spontanées et informelles hors des statistiques officielles et administratives existent. Les données *Africapolis* permettent de mener des analyses factuelles à même de nourrir des politiques et des instruments en phase avec la complexité et la diversité des processus d'urbanisation.

Le croisement des données *Africapolis* avec des statistiques existantes sur l'emploi, la sécurité alimentaire et l'environnement permet de mieux comprendre ces enjeux. Les passerelles ainsi formées peuvent à leur tour informer un grand nombre d'analyses politiques en matière de climat, d'accès à l'énergie et efficacité énergétique, et de coopération transfrontalière.

Impacts

- *Africapolis* permet d'améliorer la formulation de politiques territoriales et d'intégration régionale en phase avec la complexité et la diversité des processus d'urbanisation grâce à la mise à disposition de données actualisées et homogènes.
- *Africapolis.org* est un outil puissant pour comprendre les dynamiques d'urbanisation en Afrique. Elle permet aux utilisateurs d'explorer, de visualiser et de cartographier plus de 200 000 données. Les utilisateurs peuvent télécharger l'ensemble de la base de données pour l'explorer ou l'adapter à leurs besoins. Ils peuvent également contribuer à faire grandir la plateforme en proposant des données additionnelles ou des analyses.

Résultat attendu	État d'avancement des activités et des produits
Amélioration de la connaissance des dynamiques d'urbanisation	<p>Création de la base de données <i>Africapolis</i>. Elle fournit une estimation de la population, de la taille et de l'évolution 1950–2015 de plus de 7 600 villes dans 50 pays.</p> <p>Développement d'un portail de visualisation de l'urbanisation en Afrique en ligne.</p> <p>Lancement du portail <i>Africapolis.org</i> au Sommet Africités à Marrakech en novembre 2018.</p> <p>Production du rapport <i>Africapolis 2019</i> intitulé « Africapolis : dynamiques d'urbanisation en Afrique », publié dans la série Cahiers de l'Afrique de l'Ouest.</p>

Comprendre le rôle des villes frontalières

Le Secrétariat a poursuivi ses travaux sur la place des villes frontalières dans l'intégration régionale, notamment sur la base de six indicateurs. L'objectif est de mieux comprendre le rôle de ces villes dans la construction régionale et de promouvoir la coopération transfrontalière dans ses fonctions de facilitation de la libre circulation des biens et des personnes, et de stabilisation des espaces périphériques.

Au niveau local, l'étude des changements démographiques et morphologiques examine la croissance des villes frontalières et leurs caractéristiques du point de vue de la densité. Au niveau national, les indicateurs de santé et d'entreprises interrogent la cohésion des politiques et l'impact du manque d'investissements dans les zones périphériques. L'analyse de l'accessibilité liée à l'état des infrastructures et des postes de contrôle permet d'identifier le bassin de population des villes frontalières et les effets des frontières.

Impact

- L'étude du fonctionnement et de la structuration des villes frontalières permet la formulation de politiques territorialisées adaptées aux contextes socio-économiques.

Résultat attendu	État d'avancement des activités et des produits
Identification des obstacles au développement urbain frontalier	Cartographie de six indicateurs dont l'analyse nourrit quatre NOA de la nouvelle collection « Villes » sur les villes frontalières en Afrique de l'Ouest : <ul style="list-style-type: none">› Intégration régionale des villes frontalières (n° 20, avril 2019)› Population et morphologies des villes frontalières (n° 21, avril 2019)› Entreprises et santé des villes frontalières (n° 22, avril 2019)› Accessibilité et infrastructures des villes frontalières (n° 23, avril 2019)

Faciliter la résilience des villes frontalières au changement climatique

L'Afrique s'est beaucoup impliquée dans les négociations de la COP21 ; faisant valoir la nécessité de mécanismes de financement de l'adaptation au changement climatique. Les opportunités de coopération transfrontalière entre autorités locales y sont nombreuses. Par manque de législations et financements adaptés, les collectivités locales ne sont pas toujours habilitées à mener des projets transfrontaliers.

Le Secrétariat a poursuivi ses travaux pour mieux comprendre les contraintes environnementales qui concernent les villes et les espaces transfrontaliers. Les travaux analysent les sources internationales de financement. Ils abordent les options juridiques et de gouvernance qui pourraient permettre aux autorités locales de mener des projets transfrontaliers. Les trois études de cas dans les zones de Dori (Burkina Faso) – Tera (Niger), Gaya (Bénin) – Malanville (Niger) et sur le couloir Lagos (Nigéria) – Abidjan (Côte d'Ivoire), ont été finalisées. Un guide pratique est en cours de rédaction. Ce travail nourrit le plaidoyer issu des Accords de Paris pour un accès des villes et collectivités locales aux financements climatiques dans le cadre de la *Task Force Climat* de Cités et gouvernements locaux unis Afrique (CGLUA) dont est membre le Secrétariat.

Impacts

- Les autorités locales et les villes seront davantage en mesure de faire valoir leur place dans les politiques d'atténuation des risques climatiques.
- Amélioration de la connaissance sur les financements climatiques pour les entités transfrontalières ainsi que sur les leviers légaux et financiers de promotion de la coopération frontalière.

Résultat attendu	État d'avancement des activités et des produits
Source d'information actualisée sur les cadres juridiques relatifs à la gouvernance transfrontalière et plus spécifiquement dans le domaine environnemental	Étude achevée des trois zones. Parution d'un guide pratique intitulée « Coopération transfrontalière et résilience aux changements climatiques », en format électronique, prévue en 2019.

- Construire un plaidoyer politique sur les enjeux sécuritaires





SÉCURITÉS

Si l'instabilité est un phénomène récurrent au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les manifestations de ces dix dernières années sont plus violentes et les dynamiques qui les sous-tendent plus complexes. Les crises multifformes – coups d'État, révoltes, trafics, rébellions et terrorismes – s'expriment aujourd'hui dans un environnement sécuritaire mondialisé, qui ne connaît plus de frontières strictes entre le local et le global, la sphère nationale et la sphère internationale, le militaire et le civil, la politique et l'identité.

De nombreux conflits sont de nature transnationale et impliquent des acteurs et des groupes aux intérêts divergents. Les dynamiques de coopération régionale, le commerce, la libre circulation sont ainsi placés dans un contexte précaire et instable.

Il est nécessaire de donner aux responsables politiques des clés de compréhension de ces dynamiques volatiles pour des réponses à moyen et long termes, adaptées à ces flexibilités.

Construire un plaidoyer politique sur les enjeux sécuritaires

Le Secrétariat a conclu un partenariat avec le *Groupe de recherche sur le Sahel* de l'Université de Floride qui réunit un grand nombre de chercheurs africains, européens et américains et s'appuie sur des collaborations avec des universités ouest-africaines. Par la production régulière d'analyses, le Secrétariat contribue au dialogue politique et apporte son appui à la réflexion et à la formulation des stratégies des Membres et partenaires.

En 2018, le Secrétariat a ainsi mis à la disposition de ses Membres et partenaires une analyse des réponses apportées par le gouvernement du Niger aux menaces intérieures et extérieures auxquelles il fait face, une réflexion sur l'instabilité politique au Tchad et ses conséquences sécuritaires potentielles, et une revue analytique des expériences de négociation avec les groupes terroristes en Algérie et dans les pays du Sahel.

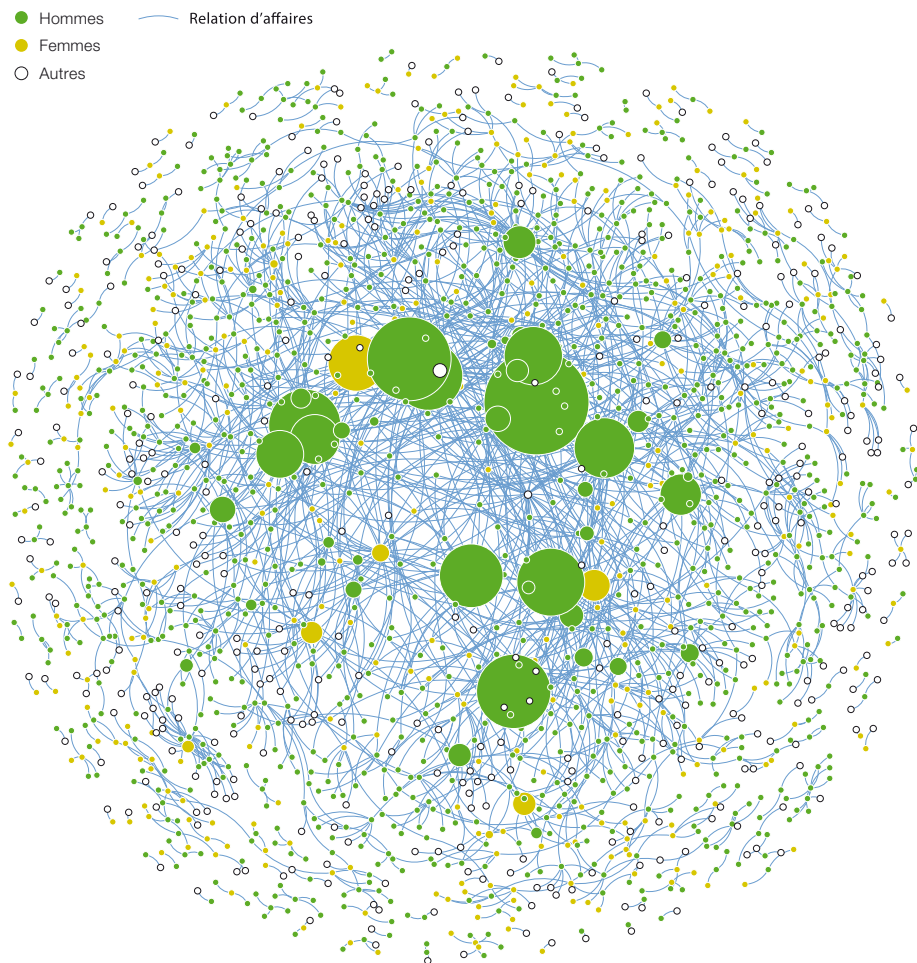
Sur la base de ces réflexions et de travaux précédents, le Secrétariat a été invité par les ministères des affaires étrangères suédois et danois à faire l'exposé introductif lors des réunions des envoyés spéciaux et partenaires du Sahel. Le Secrétariat a également poursuivi son travail de communication et de plaidoyer pour une approche régionale intégrée des enjeux de stabilité et de développement auprès des Membres et partenaires du Club.

Impacts

- Évolution du narratif politique sur les enjeux sécuritaires au Sahel avec une meilleure compréhension des spécificités locales, des liens avec les enjeux de développement et des dimensions transfrontalières ; y compris avec le Maghreb.
- La connexion entre les chercheurs et les décideurs est facilitée au service de politiques plus en phase avec les réalités prenant en compte les différentes échelles spatiales et temporelles.

Résultat attendu	État d'avancement des activités et des produits
Meilleure prise en compte de dynamiques politiques économiques, sociales et culturelles dans les stratégies sécuritaires et de stabilisation	<p>Publication de trois NOA :</p> <ul style="list-style-type: none"> › Les réponses nigériennes aux défis de sécurité internationale et nationale (n° 11, janvier 2018, anglais) › Équilibres instables de la stabilité politique au Tchad (n° 12, février 2018, anglais) › Accords politiques avec les jihadistes en Algérie et au Sahel (n° 18, septembre 2018, anglais) <p>Participation et contribution aux réunions des <i>envoyés spéciaux et partenaires du Sahel</i> tenues à Stockholm et à Copenhague (janvier et octobre).</p> <p>Plaidoyer (Agence française de développement, Alliance Sahel, Autriche, Luxembourg, Pays-Bas, UEMOA et Union européenne) autour d'une approche intégrée des défis sécuritaires et alimentaires.</p> <p>Rédaction de blogs et articles ; participation à des émissions de radio.</p>

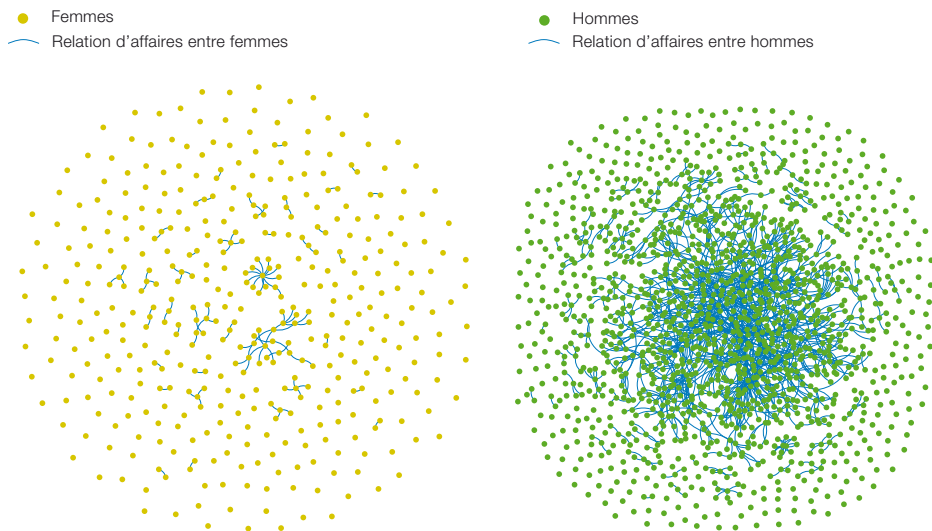
Position des femmes dans le réseau du riz, 2018



Note : la taille des cercles est proportionnelle à la capacité des acteurs à jouer le rôle d'intermédiaires dans le réseau (centralité d'intermédiarité).

Source : OCDE/CSAO (2019), Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris.

Relations d'affaires entretenues entre femmes et entre hommes, 2018



Le genre influe sur le lien social dans un réseau de chaîne d'approvisionnement. Le réseau des femmes est éparpillé avec plusieurs composantes déconnectées. Celui des hommes est dense avec un composant central. Les hommes font des affaires avec les hommes comme avec les femmes ; par comparaison, lorsque les femmes font des affaires, c'est davantage avec les hommes, car ceux-ci possèdent les positions les plus stratégiques au sein du réseau (intermédiaires et marchands).

Source : OCDE/CSAO (2019), Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris.

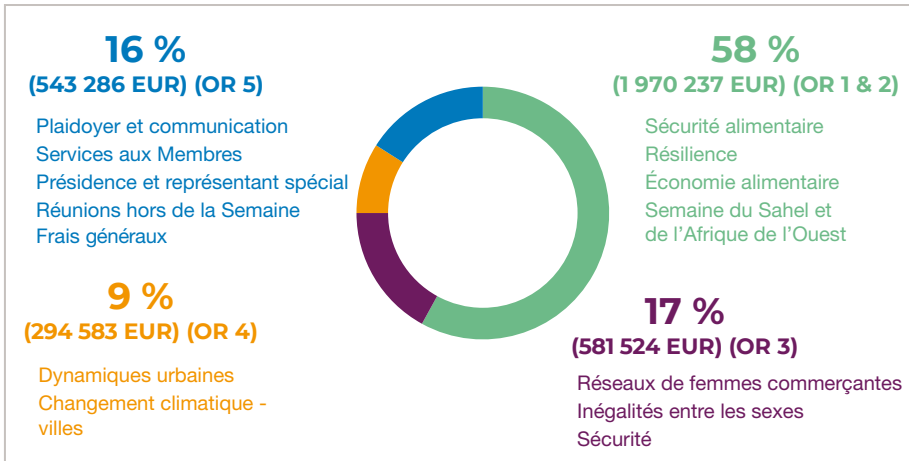
GESTION DES RESSOURCES

Dépenses 2018 : EUR 3.4 millions (hors frais généraux de l'OCDE)

En 2018, le CSAO a :

Maintenu la priorité traditionnelle accordée aux enjeux alimentaires

Tout en poursuivant ses travaux sur l'urbanisation, le climat, le genre et la sécurité.



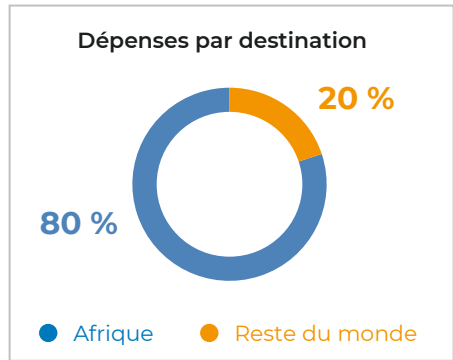
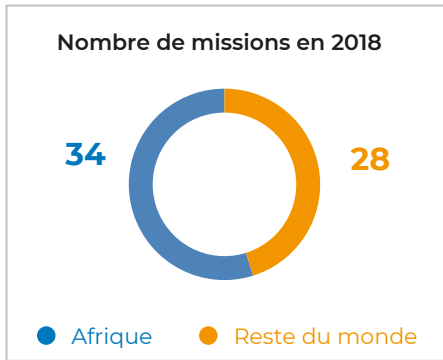
OR= résultat ; voir SWAC/GOP(2019)1

Valorisé les compétences extérieures et africaines

En 2018, 38 % des dépenses des prestations intellectuelles (individu ou société) ont été directement investies en Afrique ; 80 % des dépenses des missions ont été effectuées en Afrique.

Entretenu ses contacts et ses réseaux

Pour entretenir le lien avec la région, appuyer les organisations régionales, nourrir les réflexions ; également pour promouvoir l'approche régionale du développement et de la stabilité, contribuer au dialogue politique international, le Secrétariat a mené 62 missions en 2018, dont 55 % en Afrique.



Facilité le développement des réseaux de ses Membres et partenaires

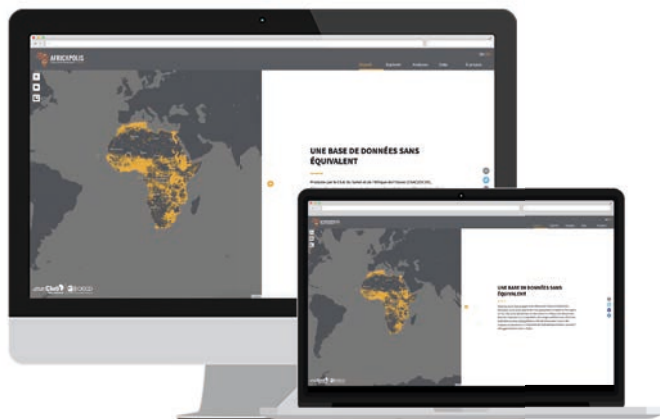
Chaque année, l'ensemble des parties prenantes des politiques alimentaires se réunit à l'occasion de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. En marge des réunions officielles, la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS discutent avec leurs partenaires et font avancer des projets communs ; des discussions bilatérales permettent de conclure des partenariats, des collaborations ; de développer des réseaux. Sur la base d'une enquête menée le 18 avril 2018, 76 % des participants à la réunion du RPCA ont déclaré se servir de cette rencontre pour élargir leur réseau et organiser des rencontres bilatérales.

Optimisé la localisation de son Secrétariat au sein de l'OCDE

La capacité de diffusion de l'OCDE confère aux productions du Secrétariat une audience très large. Positionné au sein du *Pôle développement de l'OCDE*, le Secrétariat du CSAO est en mesure d'exploiter le travail d'autres Directions pour fournir des résultats de qualité à des coûts raisonnables. En 2018, par exemple, les travaux sur les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines ont bénéficié de l'expertise de l'équipe genre du *Centre de développement de l'OCDE*.

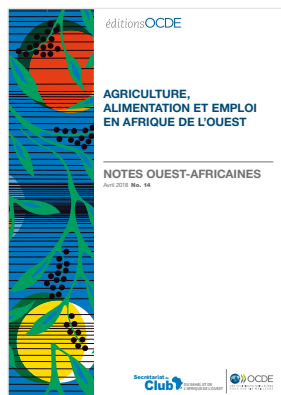
PRODUITS ET AUDIENCES

Africapolis.org



La transition urbaine africaine est porteuse de grandes opportunités ; elle pose également d'importants défis. Lancée en 2018 par le Secrétariat, *Africapolis.org* est la seule base de données géospatiale complète et homogène sur les villes et les dynamiques d'urbanisation en Afrique. Combinant des données nationales sur la population, des images satellitaires et aériennes et d'autres sources cartographiques, elle est conçue pour nourrir des analyses comparatives et à long terme. Elle couvre 7 600 agglomérations de plus de 10 000 habitants dans 50 pays.

Les données et analyses d'*Africapolis* aide les décideurs et les chercheurs à concevoir des politiques porteuses d'une transition urbaine maîtrisée. *Africapolis* propose une base de connaissances factuelles et unique sur les villes intermédiaires et les petites villes. Ces dernières sont essentielles à un développement urbain plus équilibré et durable ; dans la perspective du *Nouvel agenda urbain* et de l'*Objectif de développement durable 11*.



Séries OCDE bénéficiant d'une diffusion élargie. Les Cahiers de l'Afrique de l'Ouest abordent de nombreux thèmes économiques et sociaux auxquels fait face la région. Sur la base des travaux menés en 2018, le Secrétariat a produit un rapport *flagship* intitulé « Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest » sur l'analyse spatiale des réseaux des femmes commerçantes. Les notes ouest-africaines (NOA) s'appuient sur les travaux du Secrétariat ou sur un réseau de chercheurs partenaires. Plusieurs numéros sont proposés annuellement. Depuis 2018, les notes peuvent s'accompagner de webinaires.

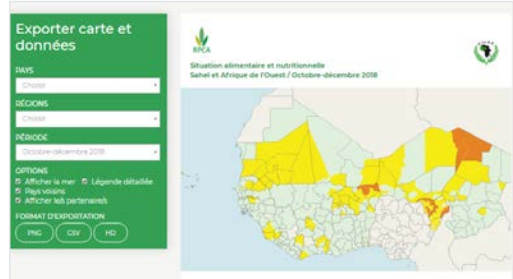
Huit NOA publiées en 2018

- › Les réponses nigériennes aux défis de sécurité internationale et nationale, n° 11, janvier (anglais)
- › Équilibres instables de la stabilité politique tchadienne, n° 12, février (anglais)
- › Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines, n° 13, mars
- › Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest, n° 14, avril
- › Distinguer sécurité alimentaire urbaine et rurale en Afrique de l'Ouest, n° 15, avril
- › Le commerce informel entre le Nigéria et ses voisins, n° 16, juillet (anglais)
- › Les facteurs à l'origine des migrations ouest-africaines, n° 17, juillet (anglais)
- › Accords politiques avec les jihadistes en Algérie et au Sahel, n° 18, septembre (anglais)

Outils cartographiques du RPCA – www.food-security.net

Résultats d'analyses du *Cadre harmonisé*

L'outil permet de visualiser les pourcentages et valeurs absolues des populations concernées par phase d'insécurité alimentaire pour chaque zone administrative. L'utilisateur peut exporter les données sous format excel et générer des cartes personnalisées. Les données sont mises à jour deux fois par an (mars et novembre).



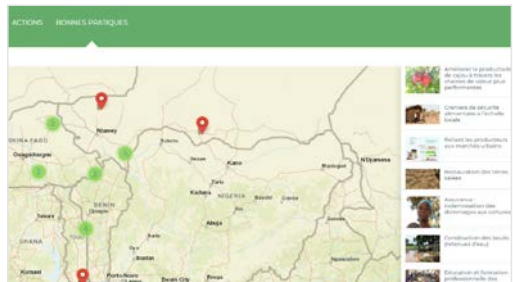
Interventions de SAN et de résilience

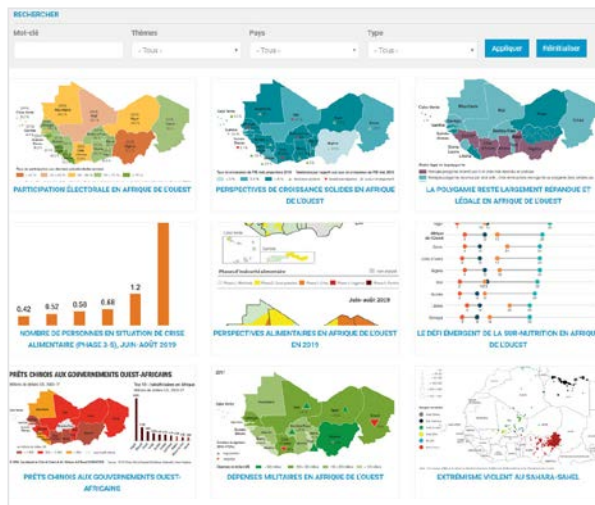
Réalisée sur la base d'un inventaire mené en 2017 dans les 17 pays de la région, la base de données contient près de 300 fiches de projets géolocalisées sur une carte. L'utilisateur peut explorer les interventions sur la carte ou bien effectuer une recherche par pays, thème, cible, échelle ou pilier AGIR.



Bonnes pratiques de résilience

Dans le cadre de la capitalisation des acquis d'AGIR, une cinquantaine de fiches de bonnes pratiques a été validée et mise en ligne. Les fiches sont géolocalisées sur une carte et visent à encourager le partage d'informations et la mise à l'échelle de ces réussites. De nouvelles bonnes pratiques seront ajoutées au fur et à mesure.





Les cartes sont devenues la marque de fabrique du Club. Depuis juin 2018, l'ensemble des productions du Club est disponible en ligne. La cartothèque comprend plus de 400 cartes, graphiques et tableaux sous trois formats (Web, HD et PDF). Elle permet une recherche par mot clé, thème, pays et type de produit. Les cartes sont également disponibles sur une clé USB.

Maps & Facts

Les fiches de la série « *Maps & Facts* » – composées d'une carte et d'un bref commentaire – sont, pour une grande partie, issues des productions analytiques du Secrétariat.

12 Maps & Facts publiés en 2018

- › Burkina Faso : L'égalité de genre n'est pas encore gagnée, n° 63
- › Le G5 Sahel et sa force conjointe, n° 64
- › Transhumance et nomadisme, n° 65
- › Des stéréotypes entravent l'accès des femmes à l'emploi, n° 66
- › Situation alimentaire et nutritionnelle critique dans la bande sahélienne, n° 67
- › Diversification de l'emploi rural, n° 68
- › Liberté de la presse en Afrique de l'Ouest : le Ghana en tête, n° 69
- › Extrémisme violent au Sahara-Sahel, n° 70
- › Dépenses militaires en Afrique de l'Ouest, n° 71
- › Prêts chinois aux gouvernements ouest-africains, n° 72
- › Le défi émergent de la surnutrition en Afrique de l'Ouest, n° 73
- › Perspectives alimentaires en Afrique de l'Ouest en 2019, n° 74





La revue de presse du Secrétariat traite de l'actualité politique, économique et sociale de la région et des activités des Membres du Club. Quatorze éditions ont été produites en 2018, en anglais et en français.

Dans les médias



Le site Internet du CSAO consulté

140 000 fois



Des publications téléchargées

20 000 fois



La cartothèque consultée

20 000 fois

6 000
abonnés aux Alertes Infos

Une augmentation de

50 %
de l'audience

L'actualité ouest-africaine consultée

60 000 fois



2 100 
abonnés sur twitter

Les travaux
du CSAO
contribuent
à l'Agenda
2030



ANNEXE

Articles et interventions - www.oecd.org/fr/csao/infos

Politorbis, n° 66, revue de politique étrangère, Confédération suisse	février	Éradiquer la faim et la malnutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest : « Marchons ensemble si l'on veut aller loin... »
OECD Development Matters	9 février	Les prix alimentaires doivent baisser en Afrique. Comment faire ?
OECD Development Matters	8 mars	L'égalité femmes-hommes en Afrique de l'Ouest : le rôle clé des normes sociales (anglais)
Le Monde Afrique	13 mars	Au Sahel, le discours... et la méthode
The Economist	15 mars	Trop cher : pourquoi les pauvres d'Afrique paient-ils des prix élevés ? (anglais)
RFI	17 avril	Burkina Faso : les autorités prennent les devants face à un déficit céréalier
OECD Development Matters	17 avril	Distinguer sécurité alimentaire urbaine et rurale en Afrique de l'Ouest (anglais)
AFP/Figaro/VOA Afrique	17 avril	Sahel : la situation alimentaire « en sévère détérioration »
AFP repris par SlateAfrique, TV5 Monde, VoaAfrique, Journal du Cameroun, MaliActu, Presse.ca, TeleSud, Orient du Jour et autres	17 avril	Au Sahel, sécheresse et jihad créent une « crise pastorale » explosive
RFI	17 avril	Burkina : faire en sorte d'avoir une « agriculture de plus en plus moderne », podcast avec Jacob Ouédraogo, ministre en charge de l'agriculture
RFI	18 avril	Les membres du RPCA réfléchissent à la prévention des crises alimentaires
RFI	19 avril	Afrique de l'Ouest : 8 millions de personnes en insécurité alimentaire
OECD Insights	avril	Éleveurs versus agriculteurs : résoudre les conflits meurtriers au Sahel et en Afrique de l'Ouest (anglais)
AFD, Ideas4Development	25 juin	Les femmes sahéniennes, à la fois centrales et marginales
RFI	17 juillet	Débats autour de la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest
RFI	26 juillet	Mali : tensions avant les élections
La Libération	5 septembre	François Moriconi-Ebrard : « En Afrique, l'étalement des villes phagocyte la structure rurale »

OECD Observer	septembre	Un nouvel espoir de paix au Mali ? (anglais)
Le Monde Afrique	18 octobre	L'obésité, ce nouveau mal qui gagne l'Afrique de l'Ouest
RFI	21 novembre	<i>Africapolis</i> , présentation dans l'émission radio <i>C'est pas du vent</i>
OECD Development Matters	22 novembre	Visualiser l'urbanisation: comment la plateforme <i>Africapolis</i> offre un nouvel éclairage des dynamiques urbaines en Afrique (anglais)
Le Monde Afrique	22 novembre	Laurent Bossard : « La ville est un laboratoire de l'Afrique de demain »
France Info	23 novembre	<i>Africapolis</i> , un site de l'OCDE sur l'évolution des villes africaines
France 24	27 novembre	<i>Africapolis</i> : une base de données sur l'urbanisation africaine
Cities Today	27 novembre	Lancement d'une nouvelle base de données pour mieux évaluer les villes africaines (anglais)
RFI	3 décembre	Émission radio sur la 34 ^e réunion annuelle du RPCA à Banjul
All Africa/ Foroyaa	3 décembre	Gambie : les parties prenantes trouvent des moyens de lutter contre la crise alimentaire et l'insécurité (anglais)
The Point Gambia	5 décembre	Le gouvernement s'engage à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Gambiens (anglais)
FARM	17 décembre	Emploi en Afrique de l'Ouest : tout se crée, tout se transforme

Webinaires

CSAO/OCDE	21 mars	Guerres et conflits dans la région du Sahara-Sahel
CSAO/OCDE	28 juin	Emploi et économie alimentaire en Afrique de l'Ouest
CSAO/OCDE	27 septembre	Les facteurs à l'origine des migrations ouest-africaines

Émissions WARI

TV5 Monde	février	Résilience : la maison du paysan au Niger
TV5 Monde	avril	Réunion restreinte 2018 du RPCA, Paris
TV5 Monde	décembre	34 ^e Réunion annuelle 2018 du RPCA, Banjul
TV5 Monde	décembre	Résilience : quatre exemples de la Gambie

Entretiens - Questions A

Ouest-TV	février	Ali Bety : Initiative 3N au Niger
Ouest-TV	avril	Sidi Gueye Niang : la 2 ^e évaluation de la <i>Charte PREGEC</i>
Ouest-TV	avril	Sy Martial Traoré : perspectives des marchés céréaliers au Sahel
Ouest-TV	décembre	Marie-Pierre Poirier : défis liés à la nutrition
Ouest-TV	décembre	Ibrahim Assane Mayaki : priorités du président du CSAO

Vidéos - Le saviez-vous ?

CSAO/OCDE	juin	Le rôle du RPCA
CSAO/OCDE	juin	Le fonctionnement du RPCA
CSAO/OCDE	juin	AGIR : Alliance globale pour la résilience
CSAO/OCDE	juin	Promouvoir une transhumance apaisée
CSAO/OCDE	juin	Les femmes dans la sécurité alimentaire
CSAO/OCDE	juin	La <i>Charte PREGEC</i>



Le saviez-vous ? La Charte PREGEC



Le saviez-vous ? Les femmes dans la sécurité alimentaire



Le saviez-vous ? Promouvoir une transhumance apaisée



Le saviez-vous ? AGIR : Alliance globale pour la résilience



Le saviez-vous ? Le fonctionnement du RPCA



Le saviez-vous ? Le rôle du RPCA

RESTEZ CONNECTÉS



www.oecd.org/csao



www.food-security.net



www.africapolis.org



www.actualite-ouest-africaine.org



[@SWAC_OECD](https://twitter.com/SWAC_OECD)



www.facebook.com/OECDswac



www.youtube.com/user/SWACoecd



www.flickr.com/photos/swac



swac.contact@oecd.org